



SPIP 60 - ANTENNE CREIL

«*Vous voulez pas faire un effort ?* »

En mouvement depuis le 17 mars 2016 (« jeudis morts » dans les SPIP, non participation aux réunions de service ...), les CPIP de l'ALIP de Creil ont été *empapaoutés* par une hiérarchie dûment informée et positionnée comme « solidaire » du mouvement.

Ce matin, rappel des troupes avant la réunion de service, la seule qui n'aie pas été décalée un lundi depuis le début du mouvement. A l'ordre du jour, la présentation à l'équipe de la nouvelle DFSPIP adjointe et intervention de Pôle Emploi pour présenter leurs interventions sur la Communauté d'agglomération creilloise.

C'est en ces termes que les personnels en mouvement ont été interpellés :

« *je suppose que vous ne venez pas à la réunion* »

« *tu supposes bien* »

« *vous voulez pas faire un effort ? la venue de l'intervenant de Pôle Emploi a déjà été reportée deux fois* »

Pour les personnels en mouvement, il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause la présence du partenaire qu'ils ont sollicité depuis des mois, mais d'être cohérents avec les positions prises dans le cadre d'un mouvement social national auquel ils se sont associés.

Rappelons aussi en réponse au message d'avertissement adressé par le DFSPIP de l'Oise qu'adhérer à un mouvement social, au regard du statut spécial archaïque avec lequel l'administration tente de nous bâillonner, nécessite une réflexion et une prise de responsabilité assumée.

STOP A L'INFANTILISATION ET AU MEPRIS DES PROFESSIONNELS

Faut-il encore rappeler la situation du service ?

- ◆ effectif du service pour moitié composé de stagiaires qu'il faut former
- ◆ réorganisation annuelle des secteurs, de l'organisation du service et mise en place d'actions collectives (PPR, stages ...)
- ◆ dysfonctionnements du Service de l'application des peines auxquels il faut quotidiennement pallier pour pouvoir assumer malgré tout nos missions de service public
- ◆ indigence du partenariat, des politiques publiques départementales et des budgets d'insertion
- ◆ locaux inadaptés et conditions d'accueil des publics dégradées
- ◆ gestion à la petite semaine par la direction départementale des ressources humaines et non prise en compte des risques psycho-sociaux
- ◆ absence de politique départementale et cloisonnement persistant des antennes ...

**« DES EFFORTS », ON EN A DEJA SUFFISAMMENT FAIT,
ET C'EST AUSSI POUR CELA QUE NOUS SOMMES EN MOUVEMENT !!!**

ON SE COMPTERA LE 10 MAI 2016 A PARIS

**D'ici là, on continue un mouvement légitime
qui, s'il abouti, profitera à tous ...**